

Séance publique de l'assemblée départementale

Session du Budget Supplémentaire

28 septembre 2020

Mesdames et messieurs les Vice-présidents,

Mesdames et messieurs les Conseillers départementaux,

Chers collègues et ami(e)s,

Aujourd'hui s'ouvre la session du budget supplémentaire 2020. Notre assemblée est une nouvelle fois réunie en visio conférence, dans le cadre d'un contexte sanitaire encore dégradé, symbole d'une crise profonde qui s'inscrit dans la durée. Alors que certains d'entre vous sont touchés directement par le virus, je leur souhaite, bien entendu, un prompt rétablissement, **et espère que cette situation appelle ceux qui ont un peu trop rapidement émis des critiques publiques sur notre gestion de la crise à l'humilité et à la raison.**

En effet, ce contexte doit nous rappeler chaque seconde le rôle et la responsabilité qui sont les nôtres. Notre responsabilité d'élus locaux pour apporter les bonnes réponses à nos concitoyens, pour leur donner confiance et espoir en un avenir toujours plus incertain, doit être la seule chose qui occupe notre esprit.

Depuis des siècles, nos institutions françaises se distinguent par leur capacité à assurer leur continuité à travers les âges, à travers les personnes qui les servent. Depuis 230 ans, les départements ont survécu aux crises, aux guerres, aux évolutions institutionnelles, aux velléités de les supprimer. **Notre devoir à tous, au sein de cette assemblée, est d'assurer à notre tour la continuité de l'institution et du service public départemental en nous laissant gouverner le seul intérêt commun.**

A l'heure où les échéances politiques et les trajectoires individuelles peuvent susciter des interrogations, des émois, de l'agitation, voire, on le lisait encore dans la presse il y a quelques jours, des polémiques qui n'ont pas lieu d'être, **je vous invite à ne pas regarder le nombril de notre assemblée mais à lever le nez pour regarder le monde.**

Car le monde est en pleine mutation.

Sidéré, secoué, blessé par une crise sanitaire qui s'installe dans la durée et provoque des réactions en chaîne qui atteignent chacun de nos concitoyens.

L'économie mondiale presque entière est entrée en récession ; les carnets de commande de certains secteurs sont vides sans espoir d'amélioration à court terme ; les plans sociaux se succèdent partout, au sein même de notre département.

Le changement climatique se traduit par des épisodes toujours plus intenses aux conséquences dramatiques : incendies gigantesques en Australie en début d'année, aux Etats-Unis en ce moment ; intempéries dans le Sud-Est ce week-end ; épisodes de sécheresse qui menacent l'activité et la pérennité de nos agriculteurs.

Chez nous comme ailleurs, les sociétés se fracturent, se déchirent, se laissent aveugler sur ce qui nous sépare, plutôt que de retrouver autour de ce qui nous rassemble.

La parole publique est depuis trop longtemps décrédibilisée, inaudible, incapable de recréer l'espoir et la confiance qui sont les seuls capables de faire le ciment de la société. Symbole de cette remise en cause de l'autorité et de la légitimité de nos institutions, les attaques et violences envers nos forces de l'ordre, nos services de santé et de secours, et nos élus locaux, n'ont jamais été si nombreuses.

Notre modèle tout entier est remis en question, nos certitudes tombent, sans que se dessine encore de manière certaine notre chemin vers demain.

Face à cette crise majeure, globale, profonde, à la fois sanitaire, économique, politique, et sociale, que faire ? Comment accepter ce qui s'impose à nous et accompagner les transformations pour que cette crise laisse place à une situation sereine et porteuse d'espoir ?

Étymologiquement, le mot « crise » vient du grec « Krisis », qui signifie « solution ».

Ce retour aux sources étymologiques de ce terme tant utilisé nous guide vers ce qui doit être notre réaction :

Trouver des solutions, prendre des décisions, être dans l'action, ne pas subir. Agir.

Passés les effets de sidération et réactions d'urgence, c'est une **action cohérente et concertée** qui doit s'organiser pour être la plus efficace possible.

Dans un pays marqué par un paysage institutionnel complexe comme le nôtre, la juste place de chaque acteur est fondamentale pour apporter les réponses adéquates aux besoins du terrain.

Il y a quelques semaines, lorsque nous nous étions retrouvés pour la première fois depuis le début de la crise sanitaire, nous nous partageons l'espoir d'un nouvel équilibre institutionnel tant les collectivités apparaissaient légitimées, renforcées, tant leur action et leur présence au cœur de la tempête tranchaient avec les errements de certains services de l'État. L'État lui-même a nourri cet espoir en affirmant sans relâche sa volonté de « changer de grille », en promettant de donner davantage de pouvoir d'action aux collectivités.

A peine quelques semaines plus tard, hélas, **cet espoir est déjà déçu**. Les actes ont déjà démenti un discours qui perdure mais ne convainc plus personne.

La création de sous-préfets chargés du plan de relance trahit de manière cruelle le manque de confiance de l'État central pour les échelons déconcentrés et décentralisés.

L'absence totale de toute représentation des élus locaux autour de la table du Ségur de la santé, alors que ce sont les populations des territoires ruraux qui souffrent le plus des difficultés d'accès au soin, révèle le mépris dont les collectivités sont victimes et, au-delà, montre que derrière les discours, les intentions n'ont pas changé.

L'État devait nous donner les clés ; au lieu de cela, il nous enferme à double tour.

Notre autonomie budgétaire et fiscale n'a jamais été aussi faible.

Alors que nous avons, comme bien d'autres Départements, investi massivement pour relancer l'économie locale et venir en aide aux plus fragiles,

alors que la crise commence à produire ses effets sur les dépenses sociales, avec notamment une augmentation de 6 millions d'euros de l'allocation RSA pour notre département,

pendant que nous devons réajuster nos prévisions de recettes à la baisse pour plus de 17 millions d'euros rien que sur cet exercice budgétaire 2020,

l'État ne nous propose comme soutien, en tout et pour tout, que des « avances » de DMTO qui n changent absolument rien à notre équilibre budgétaire.

Pire, il persiste à vouloir récolter les lauriers de cadeaux achetés avec l'argent des autres. Le « qui décide paie » est encore très loin de nos réalités. L'extension de la prestation de compensation du handicap, annoncée en plein cœur de la crise, ou l'augmentation de la prime de feu, ne sont que deux exemples de mesures dont la pertinence ne peut être contestée, mais qui ont été décidées unilatéralement sans aucun souci de leur soutenabilité budgétaire pour les départements qui auront à les mettre en œuvre.

Au-delà de ces mesures, **le plan de relance annoncé par l'État et les perspectives qui se dessinent au niveau national pour les prochains mois**

posent plus de questions qu'ils n'apportent de réponses, particulièrement sur le volet social, ce qui ne manque pas d'interroger à un moment où de nombreux de nos concitoyens sont laissés dans le désarroi.

La situation des personnes âgées, touchées par la maladie, laissées encore aujourd'hui dans un isolement inacceptable, émeut notre pays entier depuis le début de la crise sanitaire.

Pourtant, les réponses n'arrivent pas. Cela fait aujourd'hui deux ans que la Ministre des Solidarités et de la santé lançait la concertation grand âge. Deux ans. Après d'innombrables annonces, après d'incalculables reports, il a fallu que 70 députés écrivent au Premier ministre pour que le Président de la République s'engage à inscrire la future loi Grand Age au calendrier parlementaire au début de l'année prochaine. Pour faire patienter, l'État annonce un « Laroque de l'autonomie », ènième concertation sur le sujet pour masquer le report aux calendes grecques des réformes de fond.

De la même manière, la réforme qui devait donner naissance au Revenu universel d'activité est perdue de vue. La lutte contre la pauvreté a disparu des portefeuilles ministériels.

Pour les personnes en situation de handicap, la mesure phare de l'État consiste à mettre en place, non pas des solutions de prise en charge et d'inclusion, mais un nouveau numéro vert soi disant « unique », qui reposera encore une fois sur les moyens des acteurs de terrain.

Pour l'ensemble des personnes en perte d'autonomie, une 5^e branche de l'Assurance maladie est créée sans gouvernance ni moyens, alors que la CNSA estime les besoins à minimum 9 milliards d'euros annuels. Le report du remboursement de la dette sociale de 2024 à 2033 ne peut que nous inquiéter sur la soutenabilité des réformes engagées.

Il est grand temps d'engager une réelle refonte de notre modèle social, et nous devons persister, à montrer, avec détermination, que les collectivités y ont toute leur part.

Nous pouvons être fiers de l'action du Département pendant cette crise. Ce budget supplémentaire en témoigne.

La gestion budgétaire responsable et rigoureuse qui a été la nôtre pendant 5 ans nous a permis d'adopter, au mois de juin, un plan de relance ambitieux de 50 millions d'euros pour renforcer les solidarités sociales et territoriales ; il trouve aujourd'hui sa concrétisation dans le cadre du budget supplémentaire.

Depuis le mois de juin, nous avons pu venir en aide à des milliers de personnes fragiles, de familles, de professionnels, de structures en difficulté, d'acteurs du monde économique, culturel, touristique, sportif :

Plus de 10.000 professionnels des établissements et services médico-sociaux ont bénéficié de primes et de cartes pré-payées « Sortir ici en Somme » ;

Nous avons reconstitué des stocks de masques pour continuer à en distribuer près de 150.000 par semaine à l'ensemble de nos structures ;

Des dizaines d'acteurs touchés par la crise ont déjà bénéficié des fonds d'aide exceptionnelle ouverts aux différentes professions, et ces aides se poursuivent ;

Près de 500 familles ont touché une aide à l'acquisition de vélos électriques.

Grâce à ce budget supplémentaire, nous pourrons investir pour développer l'attractivité de notre territoire, aller plus loin dans l'acquisition et l'entretien des espaces naturels sensibles, augmenter notre soutien aux investissements des communes et communautés de communes.

Et tout cela, nous le réalisons dans le cadre d'une feuille de route de long terme, construite de manière pluriannuelle, en conservant des marges budgétaires qui nous permettront de surmonter les prochaines années, dont nous savons combien elles seront difficiles.

Nous aurons relevé le défi d'une relance soutenable et durable.

Je tiens également à souligner la **volonté d'innover, d'inventer de nouveaux modèles et de nouvelles solutions**, qui prendra corps dans le cadre de cette session : la relance du budget participatif, l'adoption d'une large et ambitieuse Stratégie prévention et protection de l'enfance, la concrétisation du Service Public de l'Insertion ou l'extension de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté à de nouveaux partenaires témoignent de notre volonté de **construire les solutions de demain avec l'ensemble des acteurs de notre territoire**, des habitants aux partenaires institutionnels, en passant par les associations.

Pour l'ensemble de ces actions, je souhaite remercier chaleureusement les services et les partenaires qui se sont mobilisés depuis plusieurs mois, dans des conditions souvent difficiles, avec efficacité et détermination :

Notre laboratoire départemental d'analyses qui réalise depuis le mois de mai, pour la première fois, des analyses de biologie humaine pour la Covid dans des volumes et des délais qui impressionnent les acteurs traditionnels de la santé ;

Nos travailleurs sociaux, assistantes sociales, éducateurs, médecins, infirmières, qui continuent à intervenir au plus près des personnes fragiles et ont rivalisé d'inventivité pour leur offrir des moments d'évasion, comme lors des séjours des enfants de l'aide sociale à l'enfance à St Riquier et Samara ;

Nos agents des collèges, qui travaillent depuis la rentrée au plus près des publics les plus touchés par la maladie ;

Nos agents des infrastructures, toujours mobilisés sur le terrain pour la qualité de nos équipements ;

Tous les agents administratifs, des services informatiques, des ressources humaines, des finances, de la commande publique, qui ont permis de mettre en place l'ensemble des dispositifs issus du plan de relance dans des délais record et ont su trouver les bonnes portes d'entrée dans notre univers administratif complexe.

A tous, j'adresse solennellement, au nom de l'assemblée, mes plus vifs remerciements.

Vous le voyez, mes chers collègues, au milieu des tempêtes, des crises, des incertitudes, le Département est là. Il est là et sera là pour refuser la résignation, tracer un chemin, redonner de la confiance en l'avenir.

Ce chemin, il passe par le développement de nos atouts : nous sommes forts de nos habitants, des professionnels de terrain de tous secteurs qui agissent avec courage au quotidien, de notre tissu partenarial, de nos traditions, de nos paysages et espaces naturels remarquables, de notre ruralité, autrefois tant décriée, parfois même moquée, qui fait aujourd'hui figure de refuge.

Ensemble, sachons faire fructifier ces richesses, agissons, encore et toujours, avec une immarcescible détermination, pour laisser aux générations futures une Somme forte, moderne, dynamique, attractive, un environnement de vie épanouissant, et la perspective d'un avenir porteur d'espoir pour chacun de nos concitoyens.